

Sherbrooke, le mercredi 15 mai 2002.

Communiqué de presse.

Pour diffusion immédiate.

## **Le logement : on s'en occupe ! OccupéE... à se loger !**

Depuis 1998, l'Association des locataires de Sherbrooke et le FRAPRU sensibilisent la population et nos éluEs au problème d'appauvrissement des locataires et la détérioration du parc locatif. Le FRAPRU et ses groupes membres, avec la publication du "Dossier noir", démontrent clairement que le Québec est plongé en pleine crise du logement puisque 215 000 ménages locataires défraient plus de 50% de leur revenu pour se loger. À Sherbrooke, ancienne ville, on dénote 4325 ménages locataires qui défraient plus de 50% de leur revenu pour se loger. Dès lors, le FRAPRU et ses groupes membres organisent des manifestations et des rencontres avec les éluEs des trois paliers de gouvernement pour revendiquer la réalisation de 8000 nouveaux logements sociaux, dont 4000 en HLM.

En 1999, le FRAPRU et ses groupes membres publient de nouveau un document intitulé "Logement au Québec ; femmes et pauvreté" démontrant que 49% des ménages locataires dont le principal soutien financier est une femme défraient plus de 30% de leur revenu pour se loger. À la lumière de ces statistiques, des démarches sont entreprises auprès des groupes alliés, des personnalités et des municipalités pour obtenir leur appui à la revendication du Grand chantier de logement social. L'Association des locataires de Sherbrooke décroche un appui important puisque la Ville de Sherbrooke adopte une résolution du Conseil municipal en faveur du Grand chantier de logement social.

L'année 2000 s'avère un tournant important pour la promotion du Grand chantier puisque le comité national de la marche des femmes adhère à la revendication du Grand chantier. Cette même année, le Collectif pour une loi cadre sur l'élimination de la pauvreté inscrit le Grand chantier dans ses huit revendications.

### De crise en crise...

À l'automne 2000, le FRAPRU alerte les éluEs provinciaux et les éluEs municipaux des villes de Montréal, Hull et Québec que la rareté de logement risque de laisser des centaines de ménages locataires à la rue en juillet 2001 si les gouvernements n'interviennent pas rapidement. L'indifférence et l'inaction des gouvernements mènent les locataires tout droit vers le précipice

puisque à la crise du logement s'ajoute une crise importante de pénurie de logements. Plus de 600 ménages locataires se sont retrouvés à la rue en juillet 2001.

En juin 2001, l'Association des locataires de Sherbrooke annonçait une crise éminente de pénurie de logements pour juillet 2002. La SCHL, en novembre 2001, vient confirmer cette réalité en annonçant que le taux d'inoccupation avait chuté à 2,3%. L'Association des locataires a profité de cette annonce pour alerter la population du risque que des ménages locataires se retrouvent à la rue en juillet 2002 et invitait les locataires à être vigilants.

### Le Grand chantier ; ça presse, c'est urgent !

De 1998 à ce jour, le FRAPRU et ses groupes membres n'ont jamais cessé de faire des pressions pour que le gouvernement fédéral réinvestisse dans le logement social en augmentant son budget de 1% et que le gouvernement provincial réalise le Grand chantier de logement social. En novembre 2001, avec l'apport du fédéral, la ministre Marois annonce des investissements d'un demi-milliards \$ en cinq ans pour la création de 11 500 logements sociaux au Québec. De ce nombre, 7500 logements sont prévus pour les deux prochaines années, dont seulement 81 à Sherbrooke. Nous estimons que ce nombre est nettement insuffisant pour répondre au besoin en logement de 6700 ménages locataires défrayant plus de 50% de leur revenu pour se loger.

### Du logement social à l'église Ste-Thérèse d'Avila

Afin de poursuivre sa lutte, l'Association des locataires de Sherbrooke a décidé de participer à la semaine nationale d'occupation de terrains et de bâtiments afin de réclamer le Grand chantier de logement social et un plan d'urgence national et local. Forte de l'appui de plus de 200 groupes en Estrie, provenant de tous les milieux (syndical, religieux, étudiant, communautaire, populaire), de plusieurs députés (Serge Cardin, Claude Boucher, Jean Charest), de la conseillère municipale Chantale L'Espérance et du Parti Libéral du Québec, nous demandons à la Ville de Sherbrooke d'emboîter le pas en appuyant nos revendications par voie de résolution du Conseil municipal.

L'Association des locataires a choisi, comme site d'occupation, l'église Ste-Thérèse d'Avila puisque'elle permettrait la réalisation de trente nouveaux logements sociaux. Des études préliminaires nous démontrent la faisabilité de ce projet, mais encore faut-il que la Ville nous appui dans notre démarche à titre de partenaire.